

**DES SALAIRES POUR
LES ÉTUDIANTS**

Des salaires pour les étudiants a été écrit et publié anonymement par des activistes liés au journal *Zerowork* durant les grèves étudiantes du Massachusetts et de New York de l'automne 1975. Profondément influencés par l'analyse du capitalisme faite par la campagne pour le salaire ménager et liés à des luttes comme le Black Power, la résistance anticoloniale et les mouvements anti-guerre, les auteurs cherchaient à attaquer la fonction de l'université telle qu'elle avait été conçue par le capital et son État. La brochure débat des stratégies du mouvement étudiant de l'époque et dénonce le régime de travail non payé forcé imposé chaque jour à des millions d'étudiants. *Des salaires pour les étudiants* était un affront à une néolibéralisation de l'université qui n'en était alors qu'à ses débuts. Quarante ans plus tard, le très profitable business de l'éducation continue non seulement d'exploiter le travail non payé des étudiants mais désormais le leur fait payer. Aujourd'hui, alors que nous sommes embourbés jusqu'au cou dans la dette étudiante et que les étudiants à travers le monde refusent de continuer à collaborer, nous rendons de nouveau disponible ce texte « pour l'éducation contre l'éducation ».

Cette édition trilingue est éditée par Jakob Jakobsen, María Berríos et Malav Kanuga, et contient une nouvelle introduction par George Caffentzis, Monty Neill et John Willshire-Carrera. Cette édition contient également la transcription d'une discussion collective organisée par Jakob Jakobsen, Malav Kanuga, Ayreen Anastas et Rene Gabri, qui faisait suite à une lecture publique de la brochure par George Caffentzis, Silvia Frederici, des étudiants de la Cooper Union et d'autres membres et amis de 16 Beaver (local alternatif de New York).

Introduction à la présente édition

*George Caffentzis, Monty Neill,
et John Willshire-Carrera*

[143]

Des salaires pour les étudiants

(Un pamphlet sous la forme d'un livre bleu, 1975)

Les étudiants « Des salaires pour les étudiants »

[153]

Des salaires aux dettes,

des étudiants aux emprunteurs, de la vie à . . .

16 Beaver, New York,
dimanche le 3 mars 2013)

[169]

L'USINE DE DISCIPLINE MENTALE EN 1965

« C'EST LE MATIN. LE PRÉSENTATEUR MÉTÉO ANNONCE LA LEVÉE DU JOUR ET PLACE LE SOLEIL (OU LA PLUIE, LA NEIGE, LES NUAGES... OU CE QUI EST LE PLUS APPROPRIÉ) DANS LE CIEL. ET COMME UNE HORLOGE MÉCANIQUE, LES TIC-TACS DE LA TERRE RÉSONNENT AUTOUR DU SOLEIL. »

UNTEL APPARTIENT À L'UNITÉ 12 DE L'USINE DE DISCIPLINE MENTALE D'ELM CITY. IL EST NOTRE EXEMPLE DU JOUR. UNTEL EST ORDINAIRE, OU L'ÉTAIT, JUSQU'À CE QU'IL DÉRAPE. IL ÉTAIT ASSIS DANS NOTRE SALLE DES NÉCESSITÉS PHYSIQUES AVEC D'AUTRES PRODUCTIONS DE MASSES, SES COLLÈGUES, UN CRAYON DANS SA MAIN DROITE, UN PAPIER SUR SA TABLE, SON ESPRIT DÉDIÉ À SON TRAVAIL, OCCUPÉ.

À PROPOS, QUELQUES PRÉCISIONS SUR LE CONTEXTE. LE PRÉTEXTE ORIGINAL DE L'EXISTENCE DE NOTRE SALLE DE NÉCESSITÉS PHYSIQUES ÉTAIT DE « PRODUIRE ET DISTRIBUER LA NOURRITURE QUI REMPLACERAIT NOS INSTRUCTIONS DISCIPLINAIRES PAR UNE STIMULATION PHYSIQUE ET UNE SEMI-SATISFACTION ». MAIS SON OBJET EST DÉSORMAIS DE SERVIR DE LIEU DE RÉUNION AUX UNTELS, QUI NE SONT PROGRAMMÉS À RIEN DE PLUS IMPORTANT. ICI NOUS LEUR APPRENNONS L'OBÉISSANCE, UNE PART TRÈS, TRÈS IMPORTANTE DE LA DISCIPLINE MENTALE TOTALE.

Introduction à la présente édition

George Caffentzis, Monty Neill
et John Willshire-Carrera

Des salaires pour les étudiants fut publié anonymement par trois militants à l'automne 1975.

L'un était professeur assistant au Brooklyn College (qui fait partie du système universitaire new-yorkais) et les deux autres étaient étudiants en troisième cycle à l'université du Massachusetts, à Amherst.

Il n'est pas surprenant que la métropole new-yorkaise et l'État du Massachusetts soit les lieux d'origine d'une brochure sur la condition et les revendications des étudiants, puisque l'une et l'autre présentaient l'une des concentrations les plus élevées d'étudiants de troisième cycle aux États-Unis. New York et le Massachusetts furent pour les étudiants ce que Détroit fut pour les travailleurs de l'automobile.

La date de publication n'est pas surprenante si on regarde la conjoncture historique et théorique. Les auteurs participaient tous à un journal intitulé *Zerowork*. L'approche théorique de cette publication était une synthèse de la perspective opéraïste (venue d'Italie) et de la campagne pour le salaire au travail ménager initiée en 1972 par le Collectif féministe

international. La perspective opéraïste prenait sa source dans les luttes des ouvriers de la ceinture industrielle s'étirant de Los Angeles à Turin, via Détroit, tandis que la campagne pour le salaire au travail ménager était issue des luttes des femmes demandant un salaire pour leurs activités domestiques, incluant ainsi la lutte pour les droits sociaux aux États-Unis.

À l'époque où *Des salaires pour les étudiants* fut écrit, la conscience théorique du fait que le « social » est un type particulier de lieu de production avait déjà émergé. Par le biais de ces convergences théoriques, le terrain était prêt à accueillir les germes d'une pensée nouvelle au sujet du travail étudiant. Le changement du rôle des universités impulsé par l'État avait un impact au-delà de ces influences théoriques et politiques.

C'était un axiome de la politique étatique des années 1950 et 1960 que les universités servaient à augmenter la productivité de la force de travail et la discipline sociale. Elles étaient des vecteurs d'ascension sociale et un moyen de subventionner des recherches qui génèreraient de nouvelles marchandises et méthodes de production. De fait, jusqu'à la fin des années 1960, capitalistes et travailleurs considéraient

l'éducation comme un « bien commun ». Mais, à la suite de l'intense vague de luttes étudiantes des années 1960 — pour la liberté d'expression, les droits civiques, les droits des femmes et contre la conscription, la guerre du Vietnam et l'utilisation de la recherche universitaire à des fins militaires — il y eut un changement crucial dans l'attitude de la classe capitaliste vis-à-vis de l'éducation universitaire.

Sur ce point, la grève nationale des étudiants contre l'invasion du Cambodge et l'assassinat d'étudiants par des soldats à Kent et Jackson State marquèrent un tournant décisif. Le nouveau consensus capitaliste affirmait désormais que, au lieu de produire une force de travail qualifiée et fiable pour les usines, les bureaux et l'armée, les universités américaines (pourtant encore fraîchement purgées de leurs professeurs gauchistes par le maccarthysme des années 1950) engendraient des masses de diplômés anticapitalistes et anti-impérialistes. Et, comble de l'absurde, ces rebelles étaient subventionnés par des taxes locales et fédérales sur les entreprises. Il fallait que cela cesse. Dès les années 1970, les États et les entreprises demandèrent que les campus trop combatifs ne soient plus subventionnés et que les étudiants soient forcés de payer pour *leur propre*

éducation — qui n'était plus vantée comme un bien commun.

Nous ne savions pas à l'époque comment nommer ce changement, mais nous étions conscients du tournant de ce qu'on allait bientôt appeler l'université « néolibérale », où l'éducation devient une marchandise que l'étudiant achète, un investissement qu'il/elle fait pour son avenir dans une institution elle-même modelée sur le schéma de l'entreprise.

La néolibéralisation de l'université commençait tout juste en 1975. *Des salaires pour les étudiants* décrivait ce tournant tout en en faisant la satire.

À l'époque où ce pamphlet était écrit, les auteurs participaient également aux évolutions qui se déroulaient au sein du mouvement étudiant. Après s'être engagés sur de nombreux problèmes « politiques », comme le racisme qui présidait aux admissions à l'université ou le recrutement militaire sur les campus, les étudiants commençaient à se sentir aussi concernés par les enjeux « économiques ».

Les manifestations contre la suspension des subventions aux universités, l'augmentation des frais de scolarité et la réduction des aides aux étudiants devinrent monnaie courante sur les

campus. Rétrospectivement, on voit que cette nouvelle mobilisation étudiante essayait de contrer la néolibéralisation du système universitaire américain. *Des salaires pour les étudiants* proposait un langage, un vocabulaire à ce nouveau mouvement étudiant. Au lieu de décrire les étudiants comme des consommateurs ou des micro-entrepreneurs investissant dans leur avenir, la brochure les considérait comme des travailleurs. Et, contre la montée en flèche des frais de scolarité, elle appelait à un « salaire pour le travail scolaire ».

Des salaires pour les étudiants n'était pas seulement un ouvrage de réflexion ou un acte de provocation intellectuelle — même s'il était sûrement un peu des deux. Avec les camarades du cercle Zerowork, entre autres, les militants pour le salaire des étudiants faisaient du prosélytisme à travers tout le nord-est américain.

La première étape de ce travail politique fut d'attirer l'attention des étudiants sur cette perspective du salaire scolaire. Nous avons lancé l'idée dans les meetings de gauche. Nous avons écrit des tracts, distribué des autocollants, participé à des manifestations sur les campus et présenté nos thèses dans les cours de professeurs sympathisants. Nous rejetons les considérations

propices aux divisions qui cherchaient à savoir « combien » ou « à qui » ces salaires devaient être payés. Le but était de créer des branches de la campagne pour le salaire étudiant dans les universités et construire un réseau, qui pourrait, pour commencer, changer le discours de la gauche (qui était dans certains endroits hostile à cette revendication) et de ce qui restait du mouvement étudiant.

La campagne pour le salaire étudiant prit comme modèle la campagne pour le salaire au travail ménager, qui atteignait dans le milieu des années 1970 son zénith organisationnel. Une grande partie de son travail d'organisation politique se construisait autour des attaques contre les femmes par le biais des aides sociales, justifiées à l'époque au nom de la crise budgétaire. La campagne nommait « aides sociales » le premier salaire au travail ménager.

La campagne pour le salaire étudiant s'inspira de cette idée d'expansion du salaire et chercha à l'appliquer à l'université. Tout comme la campagne pour le salaire au travail ménager analysait les « aides sociales » comme une première forme de salaire domestique, les activistes du salaire étudiant voyaient les différentes formes d'aides aux étudiants comme les prémices d'un salaire.

Nous rejoignons les manifestations et organisations des protestations contre les coupes de cette aide qu'ils décrivaient comme un salaire. Cette campagne, dans certains endroits, rassembla divers secteurs de la classe ouvrière, des « *welfare mothers* » et activistes communautaires jusqu'au étudiants de troisième cycle, dont beaucoup avaient pu accéder à l'université grâce aux luttes pour les droits civiques. Nous comprenions que même si la revendication d'un salaire étudiant, comme beaucoup de luttes pour l'augmentation des salaires, n'était pas en soi révolutionnaire, mettre fin au travail « non salarié » sous toutes ses formes déstabiliserait, voire renverserait, le système capitaliste puisque ce secteur générerait énormément de plus-value.

En tant que militants, nous comprenions aussi qu'être payés pour nos études nous fournirait de nouvelles armes pour refuser le travail quotidien imposé par le capital, notamment celui nécessaire au travail scolaire. Ce travail nous privait du temps pour penser, créer et prendre soin les uns des autres. Comme ceux qui militaient pour le salaire au travail ménager, nous comprenions qu'être payés pour étudier nous donnerait au bout du compte un plus grand pouvoir pour refuser le travail imposé par le capital.

Il est clair, rétrospectivement, que le capital étatsunien et son État comprenaient que l'expansion du salaire, prônée par les campagnes autour du travail ménager et des étudiants, était une menace politique pour le système. Ce n'est pas un hasard si nombre de réformes néolibérales de ces trente dernières années ont été des attaques contre les droits sociaux et le libre accès à l'éducation universitaire ; et que ces attaques ont été menées tout autant par les républicains que par les démocrates, en parallèle des coupes dans les salaires et les avantages des salariés.

Le salaire étudiant, comme revendication, a malheureusement surgi au moment où les stratégies aux États-Unis étaient en train d'abandonner la politique keynésienne de subsumption des luttes salariales dans le plan de développement du capital. Et, au lieu d'un salaire étudiant, il y eut une énorme augmentation des frais de scolarité (+ 500% entre 1985 et aujourd'hui). Au final, l'étudiant endetté moyen a désormais une dette de près de 30 000 dollars et la totalité de la dette étudiante dépasse 1,1 trillion de dollars. Au lieu d'obtenir le salaire scolaire, les étudiants aux États-Unis ont payé pour travailler dans les universités et se préparer pour leur future exploitation.

Il est bien sûr gratifiant de voir, quarante ans après sa publication, un intérêt renouvelé pour ce qui peut apparaître comme une note de bas de page à contre-courant dans la réforme néolibérale de l'université. De quel usage peut être cette brochure aujourd'hui pour un mouvement étudiant de nouveau mobilisé, du Chili au Québec en passant par de nombreuses villes américaines ? Les mouvements eux-mêmes doivent le décider. La façon dont la nouvelle génération réagira à ce texte nous fournira une intéressante leçon politique.

D'ores et déjà, nous pouvons voir que *Des salaires pour les étudiants* peut servir un objectif. En montrant que les étudiants sont des travailleurs et que ce qu'ils font dans les universités n'est pas consommer une marchandise nommé « éducation », le texte renforce la lutte contre la dette étudiante. Il établit que ce ne sont pas les étudiants qui doivent aux universités, au gouvernement et aux banques une large somme d'argent. Ce sont ces institutions qui devraient payer les étudiants alors qu'ils prospèrent sur leur travail non payé. Dans la période actuelle, alors que les politiciens proposent des solutions néolibérales à la crise créée par la dette étudiante, comme classer les universités pour que les étudiants deviennent des « consommateurs

éclairés sur le marché de l'éducation », *Des salaires pour les étudiants* répond que les étudiants sont des travailleurs dont l'exploitation non salariée doit être payée.

New York, 2015

Des salaires pour les étudiants

(Un pamphlet sous la forme d'un livre bleu, 1975)

Les étudiants « Des salaires pour les étudiants »

L'usine de discipline mentale en 1965

« C'est le matin. Le présentateur météo annonce que le jour s'est levé (ou la pluie, la neige, les nuages . . . c'est selon) dans le ciel. Et comme une horloge mécanique, la Terre refait le tour du Soleil en tic-tac réguliers. »

Untel appartient à l'unité 12 de l'usine de discipline mentale d'Elm City. Il est Notre Exemple du jour. Untel est ordinaire, ou l'était, jusqu'à ce qu'il Dérape. Il était assis dans Notre salle des besoins corporels avec d'autres produits en série, ses collègues, un crayon dans la main droite, un papier sur la table, l'esprit au travail, occupé.

Quelques précisions sur le contexte, d'ailleurs. Le prétexte à l'origine de Notre salle des besoins corporels était de produire et distribuer une nourriture qui bonifierait Nos enseignements disciplinaires par une récompense physique et une satisfaction partielle. Mais elle sert maintenant de lieu de rassemblement aux Untels, qui n'ont rien de plus important à l'agenda. Ici on leur apprend l'obéissance,

une part très, très importante de la discipline mentale générale.

Mais revenons à l'Untel. Il allait Bien jusqu'à ce qu'il ait l'audace de se lever, d'aller directement à Notre fontaine d'eau et d'avalier deux énormes gorgées, emplissant complètement sa bouche et tarissant ainsi sa soif à nos dépens.

Voyons, Vous avez tous été éduqués pour vous rendre compte que ce n'est pas la raison d'être de Nos fontaines d'eau. Vous avez été programmés pour comprendre qu'elles servent de tentation disciplinaire et participent en cela, et en cela uniquement, à Notre Plan. Il vous faut maîtriser votre soif, contrairement à Untel. Il est mauvais, mauvais, mauvais. Un de Nos superviseurs a dû le faire escorter jusqu'au chirurgien, qui lui a immédiatement cousu les lèvres.

Certains d'entre Nous pensons que la punition d'Untel a été trop peu sévère pour un acte de désobéissance aussi honteux. Mais nous croyons encore à la clémence. Un Principe est un Principe, mais que vaut un principe si nous ignorons l'humain ?

Étudiez le sens de ceci pour le cours de demain.

(Écrit dans un lycée par un étudiant du secondaire.)

Qu'est-ce que le travail scolaire ?

Aller à l'école, être un étudiant, c'est un travail. On le nomme travail scolaire, bien qu'il ne soit pas considéré usuellement comme un vrai travail puisque l'on ne reçoit aucun salaire pour l'accomplir. Cela ne veut pas dire que le travail scolaire n'est pas un travail, mais plutôt qu'ils nous ont appris à croire que l'on ne travaille vraiment que lorsqu'on perçoit un salaire.

Le travail scolaire se compose d'une grande diversité de tâches d'intensités variées, combinant travail qualifié et non qualifié. Par exemple : il nous faut apprendre à rester en classe, calmement assis pour de longs moments sans déranger. Il nous faut écouter attentivement et tenter de mémoriser ce qui nous est présenté. Il nous faut obéir aux professeurs. À l'occasion, nous acquérons quelques compétences techniques qui nous rendent plus productifs lorsque nous travaillons hors de l'école à des boulots qui les exigent. La majeure partie de notre temps, toutefois, nous le passons à exercer quantités de travaux non qualifiés.

La caractéristique partagée par l'ensemble des tâches spécifiques requises par le travail scolaire est la Discipline — c'est-à-dire, le travail forcé. Parfois on nous discipline, ce qui

veut dire que les autres (des professeurs, des directeurs et des inspecteurs) nous forcent à travailler. D'autres fois nous nous autodisciplinons, ce qui veut dire que nous nous forçons nous-mêmes au travail scolaire. Il n'est pas étonnant que les différentes catégories de travail scolaire aient été communément nommées « Disciplines ».

Il est évidemment moins cher et plus avantageux pour le Capital que nous nous disciplinions nous-mêmes. Cela lui évite d'avoir à payer pour des professeurs, directeurs, et gardiens qui, étant des travailleurs salariés, doivent être rémunérés. En tant qu'étudiants auto-disciplinés, nous accomplissons la double-tâche d'effectuer le travail scolaire et de nous obliger à le faire. Voilà pourquoi les directeurs d'école accordent autant d'attention aux aspects auto-disciplinaires de l'école, tout en tentant de garder les coûts de la discipline au minimum.

Comme toutes les institutions capitalistes, les écoles sont des usines. Les notes et les examens sont des manières de mesurer notre productivité à l'intérieur de l'école-usine. On ne nous forme pas seulement à atteindre notre future « position sociale », on nous programme également à prendre la « place appropriée » pour nous. L'école-usine est un échelon essentiel dans le processus de sélection

qui destinera certains à balayer les rues et d'autres à superviser ceux qui balaient.

Le travail scolaire peut aussi inclure un type de connaissance que les étudiants trouvent utile. Cependant, cet aspect est strictement subordonné à l'intérêt le plus immédiat du Capital : la discipline de la classe ouvrière. Parce qu'au final, quel bénéfice y a-t-il pour le Capital qu'un ingénieur parle chinois et puisse résoudre des équations différentielles s'il ne se présente jamais au travail ?

Pourquoi le travail scolaire ?

La plupart des économistes sont d'accord : « Le travail scolaire est autant un bien de consommation qu'un investissement. » Ainsi, leur réponse à la question de la raison d'être du travail scolaire est que les études possèdent cette merveilleuse double-qualité. Vous investissez en vous de telle façon que vous pouvez vous attendre à obtenir une rémunération élevée en travaillant, et en plus c'est amusant ! Nous sommes bien loin des jours où investir signifiait s'abstenir, mais peut-on vraiment prendre ces foutaises au sérieux ?

Considérons, comme les économistes, qu'un bien de consommation est quelque chose dont on peut profiter, qui nous apporte joie

et satisfaction, alors tous ceux qui voient en l'école un « bien » de consommation doivent plaisanter. La pression constante pour terminer les tâches, le rouleau compresseur des horaires, les absurdes nuits blanches passées à étudier pour des examens, et tous les autres mécanismes d'auto-discipline tuent dans l'oeuf toute possibilité d'amusement. C'est comme dire qu'aller en prison est un bien de consommation, parce qu'il est réjouissant d'en sortir !

Certains diront que l'on peut avoir un peu de plaisir à aller à l'école ; bien sûr, mais ce n'est pas dans l'éducation qu'on le trouve. Au contraire, c'est la lutte contre cette éducation qui est source de jouissance. Ce sont les expéditions que l'on entreprend pour s'échapper des salles de classe, les histoires d'amour qui sont si divertissantes, les conversations interminables dans les bars, les manifestations qui ferment l'école, les livres qui n'étaient pas à lire et les livres au programme, lus au mauvais moment : tout ce que nous faisons pour ne pas être éduqués. Ainsi, du point de vue de la consommation, la conclusion est à l'exact opposé de celles des économistes.

Qu'en est-il du côté de « l'investissement » ? Tout au long des années 1960, professeurs d'économie, banquiers, « conseillers » s'accordaient : l'école était un investissement

personnel avantageux. Il s'agissait de faire de soi une petite entreprise, un General Motors en miniature, afin d'investir dans sa propre personne en allant à l'école, de la même manière qu'une entreprise achète une machine afin d'augmenter ses bénéfices, en se basant sur le principe suivant : il faut dépenser de l'argent (investir) pour faire de l'argent. Celui qui parvenait à rassembler l'argent (et le courage) d'aller à l'école — en obtenant un prêt, un second boulot, ou en faisant payer ses parents — pouvait s'attendre à faire fructifier cet argent, puisque l'augmentation de son niveau d'éducation lui permettrait d'obtenir un boulot mieux payé à l'avenir. À l'apogée de ce qu'ils appelaient alors la « révolution du capital humain », les économistes les plus réputés considéraient que l'on obtenait un meilleur retour en investissant dans son éducation que dans des actions de GM. Un capitalisme pour la classe ouvrière — vengeance en sus !

En plus du caractère un peu répugnant de ce « point de vue de l'investisseur » — après tout, si je suis une entreprise, une partie de moi sera un travailleur et l'autre, le patron qui dirige ce travailleur — on peut s'interroger pour savoir s'il est bien vrai que l'on fait plus d'argent à long terme en allant à l'école. Dans les années 1960, tout le monde nous l'assurait, mais en ces années 1970, « dominées par la crise », on n'est plus sûrs de rien. Les autorités

disent maintenant que leurs analyses étaient erronées, qu'il n'y a pas de retour garanti pour un tel investissement dans soi-même. Il fallait s'y attendre — nous ne sommes plus d'aussi bons générateurs de profit que GM ! Au mieux, elles entrevoient maintenant une augmentation hypothétique de ce qu'elles nomment le revenu « psychique », puisqu'une meilleure éducation permet de mettre la main sur un « meilleur » boulot — bien que ce ne soit pas en terme de salaire. Mais même cela n'est pas garanti, d'autant moins que tous les « bons » boulots « décents » sont en passe de devenir incertains, plus ardu, voire dangereux — enseigner, par exemple. Il semblerait que les étudiants soient une erreur de planification.

Les professeurs « socialistes » et les étudiants « révolutionnaires » sont devenus les plus ardents défenseurs de l'université publique contre les « coupes budgétaires » et autres mesures du même acabit. Pourquoi ? On peut le résumer comme suit : l'éducation permet à chacun d'analyser plus finement sa situation sociale — en un mot, l'éducation rend plus conscient. Puisque les universités publiques ouvrent la voie au développement d'une classe ouvrière hautement éduquée, elles permettent à la classe ouvrière d'acquérir une conscience de classe ; de plus, une classe ouvrière plus consciente portera

moins d'attention aux simples revendications « économiques » — plus d'argent pour moins de travail — et s'attellera plutôt à la tâche politique qu'est la « construction du socialisme ». Cette logique fournit à la Gauche à la fois une explication de la crise universitaire — le capital a peur de cette classe ouvrière très conscientisée que l'université commencerait à engendrer — et une revendication : pas moins, mais plus de travail scolaire ! C'est donc au nom de la conscience politique et du socialisme que ces gauchistes intensifient le travail scolaire (qui n'est rien d'autre qu'un travail sans salaire) et désapprouvent les revendications étudiantes prônant l'inverse, y voyant une régression capitaliste. Alors même que toutes les justifications habituelles du travail gratuit effectué à l'école sont révélées au grand jour, la Gauche s'empare du moment comme d'une occasion de sortir la classe ouvrière de son sommeil « matérialiste » et de la mener vers sa mission la plus élevée : la construction de la société socialiste.

Mais la Gauche s'embourbe dans cette vieille question posée à d'anciens esprits éclairés de la classe ouvrière : qui éduquera les éducateurs ? Puisque la Gauche ne part pas de ce qui est évident — le travail scolaire est un travail non payé — tous ses efforts conduisent à plus de travail non payé pour le capital et à plus d'exploitation. Toutes ses tentatives

d'élever la conscience de classe continuent de fermer les yeux au contrôle qu'exerce le capital sur son propre terrain. Ainsi, la Gauche finit par soutenir systématiquement les efforts du capital en vue d'intensifier le travail, en rationalisant et disciplinant la classe ouvrière. La « construction du socialisme » devient un simple mécanisme supplémentaire pour extraire davantage de travail gratuit au service du capital.

Ainsi, la justification du caractère gratuit du travail scolaire par le Capital et la Gauche s'écroule tout simplement.

Les étudiants sont des travailleurs non payés

Les étudiants appartiennent à la classe ouvrière. Plus précisément, nous appartenons à cette partie de la classe ouvrière qui n'est pas salariée (non payée). Notre absence de rémunération nous condamne à vivre pauvres, dépendants et surchargés de travail. Mais, pire que tout, elle nous prive du pouvoir que le salaire confère dans notre rapport de force avec le capital.

Sans salaire, nous sommes condamnés à nous contenter de peu. Nous devons survivre avec ce que d'aucuns ne pourraient tolérer. Les seuls logements que nous pouvons nous

permettre de louer sont insalubres et surpeuplés. La nourriture que nous mangeons, que nous devons manger, est la nourriture industrielle insipide des marques les moins chères. Nos habits et nos loisirs sont standardisés et fades. Nous vivons à l'évidence dans la pauvreté.

Puisque nous sommes généralement non payés et que nous devons tout de même vivre, il nous faut trouver de l'argent ailleurs — en étant dépendant de quelqu'un qui reçoit, lui, un salaire. Pour certains étudiants, les dépenses nécessaires à la survie ainsi que les frais de scolarité sont assumés, au moins en partie, par un parent attentionné. Mais la relation de dépendance à nos parents et autres bienfaiteurs qui découle de notre statut d'étudiants non payés nous laisse *impuissants*. De plus, lorsqu'une famille entière se sacrifie — la mère prend un deuxième travail et le père s'épuise — pour payer les frais scolaires, nos parents perdent des forces pour leur propre lutte contre le travail tandis que la pression pour que nous acceptions le travail scolaire s'accroît. Même si nous travaillons autant que les salariés, notre situation nous rend dépendants d'eux ; en effet, à l'exception de ces étudiants qui reçoivent un salaire (dans l'armée, dans la prison « avant-gardiste » de Lompoc en Californie, dans les programmes de formation privée des grandes entreprises,

dans la formation « Manpower »), la plupart des étudiants ne touchent aucun salaire pour leur travail scolaire.

Pour ceux d'entre nous qui ne reçoivent aucune aide, ne pas avoir de salaire signifie devoir travailler en dehors de l'école. Et, comme le marché du travail est saturé d'étudiants à la recherche de ce type d'emplois, le capital impose les salaires les plus bas et engendre des profits à la sueur de nos fronts. En conséquence, nous travaillons encore plus, et nous cumulons les emplois. Puisque notre travail scolaire n'est pas payé, nous travaillons durant la majorité des soi-disant vacances d'été. Lorsque nous prenons un peu de vacances, nous n'avons de toutes façons pas les moyens d'en profiter. L'absurdité de cette situation est d'autant plus amplifiée par les standards de productivité très élevés qui nous sont constamment imposés en tant qu'étudiants (les examens, les QCM, les dissertations, etc.) et par le fait qu'on nous programme à nous en imposer encore plus à nous-mêmes (crédits scolaires hors programme, lectures et réflexions supplémentaires pour nos cours — pas pour nous —, stages en entreprise, soutien scolaire, etc.). D'un côté, nous devons travailler pour rien et, de l'autre, nous devons travailler pour presque rien. Bien sûr, on nous dit que l'avenir nous vaudra tous ces efforts. On nous dit qu'un travail passionnant nous

attend, avec un gros salaire et une secrétaire en bonus. Nous ne travaillons pas gratuitement en vain. Mais nous savons bien, avant de sortir de cette usine en sautillant de joie, qu'il n'y a pour nous d'autres perspectives que celle d'un boulot déprimant de réceptionniste à l'hôtel Holiday Inn du coin ou, au mieux, de secrétaire en notre lieu de travail précédent, l'université.

En réalité, la situation actuelle nous montre que certains étudiants commencent à être payés pour leur travail scolaire :

- Forces armées : le ROTC (Reserve Officers Training Corps) paye 100 \$ par mois plus les frais de scolarité ;
- certaines entreprises payent leurs employés lorsqu'ils suivent des cours du soir ou qu'ils poursuivent leurs études afin obtenir un diplôme plus élevé ;
- la prison de Lompoc paye des prisonniers pour leur travail scolaire à l'université de Californie ;
- les clients de la « Formation Manpower » touchent des bourses pendant leur formation ;
- les bénéficiaires de la sécurité sociale ;
- les étudiants boursiers (BEOG)
- les vétérans de la guerre du Vietnam.

Des salaires pour les étudiants

Nous en avons assez de travailler gratuitement.

Nous exigeons immédiatement de l'argent pour notre travail scolaire.

Nous devons obliger le capital, qui tire profit de notre travail, à payer pour notre travail scolaire. Alors seulement nous ne dépendrons plus, pour notre survie, des aides financières, de nos parents, d'un deuxième ou d'un troisième emploi, ou encore de celui que nous occupons durant les vacances d'été. Nous gagnons déjà un salaire ; il nous faut maintenant le toucher. Voilà notre seul moyen de nous saisir d'un plus grand pouvoir dans nos négociations avec le capital.

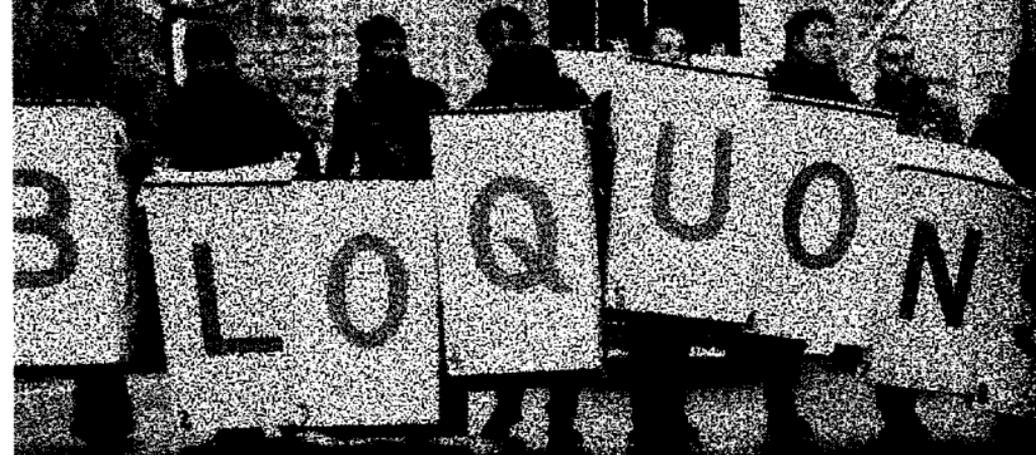
Nous pouvons faire beaucoup avec cet argent. Premièrement, nous n'aurons pas à travailler autant, puisque le « besoin de travailler » à d'autres emplois disparaîtra. Deuxièmement, nous jouirons immédiatement d'un niveau de vie plus élevé puisque nous aurons plus d'argent à dépenser dans notre temps libre. Enfin, nous ferons augmenter le salaire moyen pour l'ensemble des secteurs présentement affectés par la présence des travailleurs sous payés que nous sommes.

En prenant congé de notre travail scolaire afin d'exiger des salaires pour les étudiants,

nous pensons et agissons contre le travail
que nous accomplissons. Cela nous met
aussi dans une meilleure position pour obtenir
cet argent.

QU'ON EN FINISSE AVEC
LE TRAVAIL SCOLAIRE NON PAYÉ !

Les étudiants
« Des salaires pour les étudiants »



Des salaires aux dettes, des étudiants aux emprunteurs, de la vie à . . . *

16 Beaver, New York
dimanche le 3 mars 2013

René Gabri : Nous avons pensé à un format simple pour cette soirée. L'idée est que Jakob Jakobsen se présente et nous parle un peu du travail qui l'occupe depuis un certain temps, de fait depuis que nous le connaissons, c'est-à-dire environ dix ans, ce qui l'a amené à *Des salaires pour les étudiants*, ainsi que les questions qu'il se pose à ce sujet ; et peut-être George Caffentzis et Silvia Federici pourront parler un peu et répondre à quelques unes de ces questions, puis nous poserons nous-mêmes nos propres questions.

* Il s'agit de la transcription d'une conversation qui s'est tenue au 16 Beaver le dimanche 3 mars 2013. La discussion a duré deux heures et demi et a été éditée du fait de sa longueur. Certaines répétitions ou propos annexes n'ont pas été reproduits mais la plupart des choses qui se sont dites se trouvent dans cette retranscription.

La discussion a été enregistré avec l'accord des personnes présentes et les éditeurs ont essayé de contacter tous ceux dont les interventions sont retranscrites ici. Néanmoins comme il s'agissait d'un événement public, il n'a pas été possible d'identifier tous les locuteurs d'où l'apparition dans le texte d'« intervenants inconnus ».

Jakob Jakobsen : Merci. En fait, nous avons discuté de l'organisation de cette présentation de nombreuses fois, mais de façon approximative. Et nous n'étions pas d'accord, ce qui est un bon point de départ pour une discussion. J'espère donc que ce sera plus une soirée d'échanges qu'une simple présentation. Nous espérons que les gens poseront des questions et interviendront comme ils le souhaitent.

RG : Et nous nous interrompront.

JJ : Ce qui, selon moi, nous réunit ce soir est ce petit livre *Des salaires pour les étudiants*, que j'ai trouvé au salon du livre anarchiste de Londres il y a quelques années. Comme je connaissais George et Silvia, j'ai écrit à cette dernière pour lui demander si elle savait quoi que ce soit à ce sujet et elle m'a dit : « Oui, bien sûr, c'est George. »

Je le lui ai demandé car *Des salaires pour les étudiants* se rapproche du travail de Silvia et je me doutais qu'elle en savait quelque chose. Si j'ai choisi de parler de ce pamphlet — pour me présenter un peu — c'est que je fais des recherches sur l'histoire de l'éducation et des luttes qui l'entourent depuis un certain temps. J'ai travaillé à un programme d'archivage pour un projet de recherche sur l'anti-université de Londres, une université expérimentale née en

1968, qui a duré environ trois ans — on ne peut pas dater précisément la fin de son activité, ce qui indique un peu son caractère expérimental. Les étudiants dirigeaient cette structure autogérée. C'est ce qui a fait que cette anti-institution s'est peu à peu désinstitutionnalisée et a disparu dans la structure sociale de Londres et du monde. Si je pense qu'il est important de parler de ces choses, c'est qu'on peut connecter les luttes dans le temps — *Des salaires pour les étudiants* date de 1975 — et dans l'espace. Je vis à Londres et j'y suis les luttes sur l'éducation. J'étais très intéressé de venir ici pour parler avec George, Silvia et vous tous pour m'informer sur ce qui se passe à New York. J'espérais surtout venir écouter et non parler. Ce que je suggère maintenant c'est que nous lisions la brochure ensemble.

Malav Kanuga : Chacun à notre tour ?

JJ : Oui.

(*Lecture collective de Des salaires pour les étudiants*)

JJ : Je vais revenir vers toi George, mais j'aimerais d'abord commencer avec une question pour toi Silvia. Voir les études comme un travail dans le cadre de l'économie capitaliste, comme un

travail non-payé, est — du moins pour moi — une idée intéressante.

Bien sûr, elle est à rapprocher de tes luttes et de ton travail sur la relation entre travail productif et reproductif. Si le travail productif est le travail à l'usine, qui est reconnu et couplé à un salaire, le travail reproductif est celui qui soutient le travail productif, que ce soit en terme de travail ménager, domestique ou d'études. La question intéressante est celle de la relation entre travail productif et reproductif. Donc, j'aimerais bien te demander, Silvia, si tu pourrais réfléchir à cette conception des études comme du travail non payé au sein de la production capitaliste.

Silvia Federici : C'était une conséquence logique de la conceptualisation du travail domestique comme faisant partie d'un large spectre d'activités par lesquelles la force de travail est produite. C'était réaliser qu'il y a une ligne de montage qui court, non pas seulement à travers l'usine mais à travers toute la société — les foyers, les écoles — et qui produit des ouvriers, qui à leur tour produisent des marchandises et des profits. Redéfinir les activités domestiques comme un travail qui produit la force de travail fournissait un nouveau point de vue sur la fonction de l'éducation. L'école est la continuation du foyer,

elle entraîne et discipline de futurs travailleurs. Discipliner les nouvelles générations est aussi un aspect important du travail domestique. C'est ce qui le rend si difficile. Ce n'est pas seulement l'effort physique, mais le fait que ça suppose une lutte constante, avoir à dire « non » et « tu ne dois pas faire ça ». L'auto-discipline peut être nécessaire indépendamment de l'organisation capitaliste du travail ; mais dans la plupart des cas, la discipline que nous enseignons à nos enfants est dictée par nos attentes vis-à-vis de leur insertion dans le marché du travail. C'est le travail des pères et des mères de former nos désirs, de s'assurer que nous correspondrons aux attentes du marché du travail.

C'était très important pour les femmes et le mouvement féministe de réaliser cela, car il y avait toujours un sentiment très lourd de culpabilité associé à l'idée de lutter contre le travail domestique. Son refus entraînait un tel sentiment de culpabilité car les femmes avaient l'impression de détruire le bien-être de leurs familles, le bien-être de gens dont elles étaient sensées s'occuper. Donc, être capable d'identifier et de démêler ces aspects du travail domestique qui visent particulièrement à la production d'un travailleur, la production d'une personne qui est destinée à être exploitée, était

un processus libérateur. Nous avons réalisé que nous pouvions soit reproduire des gens pour la lutte ou les reproduire pour le marché du travail. Bien sûr, la ligne de séparation n'est pas toujours aussi claire. Mais c'était libérateur, car cela permettait de penser que la lutte contre le travail ménager n'a pas à être une lutte contre les personnes auxquelles nous tenons.

Nous avons ensuite étendu cette approche au travail scolaire. Une grande partie de celui-ci, que l'on étudie le français ou les mathématiques, consiste à apprendre à être discipliné. C'est la première chose que l'on attend de nous. La campagne pour le salaire au travail ménager nous permettait de voir que l'école nous prépare au travail et que nous y allons pour obtenir un diplôme, pas pour le plaisir d'étudier. Cela nous permettait de montrer la façon dont l'organisation de l'école est dictée par les besoins du marché du travail. Et enfin, cela nous donnait un aperçu des conséquences de la dépendance économique des étudiants. Si tu ne gagnes pas un salaire, tu dépends alors de ceux qui payent pour toi. Ce rapport de dépendance suppose des relations de pouvoir. Certaines personnes disent : « Si ton mari gagne un salaire, c'est donc que tu as aussi de l'argent. » Mais ce n'est pas vrai. Quelque soit la somme qu'on te donne,

il faut que tu sois reconnaissante. Ce n'est pas quelque chose auquel tu as droit. C'est la même chose avec les étudiants. Quand tu gagnes un salaire avec ton travail, tu as une certaine autonomie, au moins par rapport à la famille et la communauté. Mais si tu travailles pour rien, alors tu dépends des autres. De plus, quand tu es socialement défini comme travailleur non salarié, comme le sont les étudiants et les travailleurs domestiques, tu es aussi destiné à devenir du travail bon marché. La condition du travailleur domestique et celle de l'étudiant sont très similaires. Clairement, les gens du collectif Zerowork qui ont écrit *Des salaires pour les étudiants* étaient inspirés par la campagne pour le salaire au travail ménager.

George Caffentzis : Oui.

SF : Ce qui est aussi surprenant, c'est à quel point la brochure est encore actuelle. Particulièrement dans la première partie, on voit que nous nous opposons déjà à l'idéologie néolibérale. Dès les années 1970, les signes avant-coureur de la conception néolibérale de l'éducation comme un investissement étaient visibles, même s'ils ne pouvaient l'imposer avant d'avoir démantelé l'État social, l'investissement de l'État dans l'éducation et d'autres formes de reproduction.

JJ : C'était écrit . . .

SF : . . . en 1975, des années avant le plein déploiement du néolibéralisme, les premiers présages étaient déjà là. Particulièrement à New York où ils commençaient à nous dire : « Nous ne vous devons pas une éducation, vous devez payer pour l'avoir. »

JJ : Peut-être que des gens ici en savent plus, mais j'ai compris que c'est en 1976 que l'université de New York est devenue payante. En 1975, quand le texte a été publié, c'était encore une université gratuite. Mais, George, ce qui a particulièrement retenu mon attention dans le texte, c'est la perspective d'une « éducation contre l'éducation ». Il y a aujourd'hui beaucoup de luttes dans les facs contre les coupes budgétaires et la privatisation, pour la préservation de l'institution. Mais là, justement, tu reproches à la gauche de se cramponner à un modèle institutionnel qui est basiquement disciplinaire, un modèle qui forme des étudiants pour qu'ils deviennent des travailleurs obéissants. C'est une perspective qu'on pourrait qualifier d'« anarchiste », dont je n'ai pas vu d'équivalent récemment. Les gens tendent à s'accrocher à ces institutions disciplinaires plutôt que de s'y soustraire ou de les critiquer radicalement. Il n'y a pas beaucoup d'auto-organisation

en dehors des institutions, cherchant à développer « l'éducation contre l'éducation » que tu suggérais. Peut-être peux-tu nous en dire un peu plus sur comment on en est arrivés là ?

GC : Le texte *Des salaires pour les étudiants* a été écrit en 1975 au moment où le premier numéro de *Zerowork* était achevé. Il a été rédigé par trois personnes : moi-même et deux autres, John Willshire-Carrera et Leoncio Schaedel, qui étaient étudiants au département d'économie de l'université du Massachusetts. Nous étions tous impliqués dans un projet politique qui faisait converger ce que nous considérions comme deux révolutions politiques et conceptuelles. La première était la théorie du salaire au travail ménager, qui rendait visible tout l'univers du travail non payé. Cela avait eu un profond impact sur tous ceux qui s'étaient formés à l'école d'un marxisme pour lequel le travail salarié était à la base de la société capitaliste et la classe ouvrière salariée l'élément moteur du dépassement du capitalisme. (*Un camion de ramassage des ordures commence son travail à l'extérieur. GC doit élever sa voix pour continuer.*) Cela amenait une façon complètement nouvelle d'envisager la nature du travail. La seconde révolution politique et conceptuelle (*partiellement inaudible*) plaçait au centre de la lutte des classes le refus du travail.

Selon cette perspective, la lutte des classes trouvait sa source dans le rejet et non dans l'identification au travail. Cette identification a été pendant longtemps le pilier des politiques de gauche et marxistes. Elle était associée à l'association de l'éducation et de libération. Cette brochure met en cause cette perspective et soutient que ce qui importe est notre refus de donner au capital et de nous identifier à notre travail.

SF : De même, la gauche disait aux femmes que prendre un travail était la voie vers l'émancipation : « Prends un travail, rejoins le syndicat, rejoins la lutte des classes. C'est comme cela que tu gagneras du pouvoir social et que tu appartiendras à la classe ouvrière. »

GC : Oui. Il est évident que, quarante ans après, j'ai quelques critiques à faire sur cette brochure. Il faut réaliser que l'écriture, l'impression et la distribution de ce texte participaient d'une campagne politique. Nous avons commencé avec un petit groupe de gens et nous avons fini avec un petit groupe de gens (*rires*). Mais entre-temps, nous avons passé plusieurs années à faire de l'agitation autour de cette revendication. Nous participions aux luttes contre la mise en place de frais de scolarité à l'université de New-York en 1976. J'étais moi-même très en colère contre le

syndicat des professeurs de l'université qui négociait avec la direction à ce sujet. Je critiquais l'action du syndicat et la gauche en général, qui voyait l'université comme un moyen d'émancipation. Il présentait l'université-usine comme un lieu de libération, alors que nous disions qu'il était au contraire temps de se libérer de ces usines, de les refuser.

J'ai particulièrement repensé à cette brochure récemment, à l'occasion de mon activité au sein des campagnes Occupy Student Debt et Strike Debt. Nous nous battions pour des salaires étudiants dans les années 1970 et maintenant nous essayons d'échapper à un servage par la dette; ces quarante dernières années, les étudiants se sont endettés de façon faramineuse pour pouvoir être exploités. Ce n'est pas arrivé par accident. Déjà à la fin des années 1960 et au début des années 1970, les stratèges du capital, Gary Becker par exemple, travaillaient sur un projet d'université néolibérale avant même que ce terme « néolibéralisme » ait trouvé son sens actuel. C'est décrit dans *Des salaires pour les étudiants* et c'est l'une des contributions de cette brochure à la compréhension du présent. Ce qui s'est passé ces quarante dernières années n'est que le résultat de cette stratégie néolibérale et ce jusqu'à sa sinistre

conclusion — qui illustre effectivement la malediction proférée par Thomas Carlyle contre l'économie, cette « science sinistre ». Quand je regarde cette assistance, je suis sûr que je vois des gens qui sont confrontés à un futur lugubre de remboursements et de défauts de paiement *ad infinitum*. C'est le genre de résultat que nous espérions empêcher et même renverser à l'époque où nous écrivions *Des salaires pour les étudiants*. Mais les courants à l'œuvre étaient trop forts.

SF : Désormais on doit payer pour être exploité. Il faut payer pour avoir le privilège d'être formé en vue d'une exploitation future. C'est une double exploitation.

GC : Oui, c'est de la folie.

JJ : Pour continuer sur cette critique de l'institution éducative simplement vue comme une machine à discipliner : puisque l'éducation ne peut pas être un instrument de libération, vous ne souscriviez pas à l'idée qu'elle est un moyen d'élévation sociale pour la classe ouvrière ou de développement de la conscience. Votre critique du système éducatif était générale, et vous n'étiez pas pragmatiques à propos des gains éventuels de l'éducation.

GC : À ce moment-là, nous théorisons le fait que le plus important était le pouvoir et pas la conscience. Nous pensions que ce qui était crucial, c'était de changer les relations de pouvoir qui, selon nous, se fondaient sur le salaire. L'argument que nous développons était une vraie transformation de l'université supposait une aptitude accrue des étudiants à organiser leur vie et à rompre avec le travail de discipline qui était crucial à l'éducation capitaliste. C'était la logique, à la fois implicite et explicite, du texte. Donc tu as raison, dans ce sens, c'est une critique de l'éducation.

JJ : Si on rapproche cela de ce qui arrive aujourd'hui avec la dette et le servage par la dette, on peut aussi analyser la dette comme un dispositif disciplinaire.

GC : Plutôt deux fois qu'une !

SF : Et les notes ! On devrait écrire un livre sur la nuit de notation du gauchiste ! La nuit dégradante (*jeux de mots en anglais sur « grade », qui signifie note*) du professeur gauchiste. J'ai eu tant de conversations à ce sujet avec des collègues de gauche . . .

RG : La nuit dégradante du gauchiste ?

SF : Oui. Est-ce que quelqu'un comprend de quoi je parle ?

Ayrenn Anastas : Oui. Quand il faut distribuer les notes avant le lendemain . . .

SF : Oui. Demain, il faut que vous ayez noté tous vos étudiants, mais vous êtes un professeur éclairé et vous savez, bien sûr, ce que la notation signifie. Vous savez que c'est l'essence même du système de classes. Néanmoins, vous considérez *tellement* l'éducation comme élévatrice et potentiellement révolutionnaire — vos cours portent peut-être sur la pensée de Marx — que vous devez vous assurer que vos étudiants prennent au sérieux ce que vous enseignez. Donc il faut que vous décidiez si c'est un B ou un B- ou un C+. Ou encore C- voire un D. Les gens passent des nuits entières à prendre ce genre de décisions, en voulant être juste avec leurs étudiants mais en faisant en général abstraction du contexte dans lequel ces décisions sont prises, c'est-à-dire là où on vous demande de faire une sélection, la plupart du temps sur une base de classe. C'est un des moments où la vérité surgit à la surface des choses. À la fin du semestre sur Marx et la révolution (*rires*) quand les étudiants doivent être notés. Ceux qui n'auront pas les notes suffisantes devront redoubler et payer encore plus ;

et s'ils redoublent trop de fois, ils devront aller balayer les rues. Il y a beaucoup de manières de perdre de vue ce qu'est l'université, une usine, une machine de sélection. La critique n'est pas tant ici que beaucoup à gauche, nous tous dans la mesure où nous acceptons de noter, acceptons le système, mais plutôt que nous prétendons ne pas y contribuer car nous enseignons des choses qui élèvent la conscience. Il n'y a pas eu aux États-Unis de luttes, des étudiants comme des professeurs, pour abolir le système des notes. Certains professeurs radicaux donnent des A à tout le monde mais ce n'est pas facile, à moins qu'il y ait une lutte. En Italie, dans les années 1970, les étudiants ont pu imposer la notation groupée. Ils n'ont pas pu abolir les notes, mais ils ont imposé d'être notés en tant que groupe. En gros, quinze, vingt personnes répondent collectivement à l'examen et reçoivent une seule note. Maintenant, ça a disparu mais c'était assez largement pratiqué.

Participant anonyme 1 : Y avait-il d'autres formes d'activités collaboratives parmi les étudiants à l'époque ?

SF : Oui, beaucoup. Par exemple, imposer un certain programme, décider ce qui allait être enseigné. Et il y avait la lutte pour le *pre-*

salario, le pré-salaire, qui est analogue au salaire étudiant.

JJ : Cette campagne, Des salaires pour les étudiants, était plus axée sur l'aspect économique de la vie étudiante. Contrairement aux années 1960, où on s'intéressait plus à la libération dans une perspective plus large : sexe, genre, race et beaucoup d'autres façons de comprendre la répression et la libération. Dans les années 1970, la lutte se recentra de nouveau autour de l'argent, du capital. Si on regarde la situation actuelle, bien pire en termes de droits étudiants et de condition sociale, je me demande par quelle mystification le capital a pu réussir à nous faire arriver là. Ça a été une opération bougrement significative de passer de l'éducation gratuite des années 1970 à l'esclavage par la dette d'aujourd'hui. Je me demande juste quels sont les mécanismes à l'oeuvre ici.

GC : Les mécanismes par lesquels cela est arrivé sont liés, d'une certaine manière, à la fin de la relation keynésienne entre les classes qui s'est développée dans les années 1950 et 1960 et qui est entrée en crise dans les années 1970. Ce qui s'est progressivement passé, c'est une transformation — pas seulement à l'université mais partout — de la sphère de la reproduction. Par

exemple, ce qui est arrivé aux étudiants dans les années 1970 est similaire à ce qui s'est passé dans le domaine des aides sociales.

SF : Ce point est crucial. L'attaque contre l'inscription gratuite à la fac aux États-Unis a eu lieu en même temps que le début de l'attaque contre les aides sociales allouées aux femmes. Toutes les personnes bénéficiant d'une assistance de l'État, et surtout les femmes recevant l'AFDC (aide aux familles avec enfants à charge) ont été dénigrées. C'était un programme pour les mères isolées, qui recevaient un peu d'aide selon le principe qu'élever un enfant est un travail, et que la société bénéficiera de cet investissement dans les générations futures. Mais, à partir des années 1970, une campagne massive a été montée et elle dépréciait ces femmes qui vivaient de l'aide sociale, en les décrivant comme des parasites et des fraudeuses. Il y avait une forte composante raciste, car les femmes qui se battaient pour les droits sociaux étaient en majorité noires, alors que pourtant la majorité des femmes vivant des aides sociales étaient blanches. C'était le début d'un long processus qui a mené en 1996 à l'abolition de l'ancien système d'aides sociales sous Clinton, et à un dénigrement accru des personnes bénéficiant de l'aide de la sécurité sociale. Aujourd'hui, dépendre de la sécurité

sociale est présenté comme quelque chose de socialement destructeur — les personnes âgées sont pratiquement accusées de ruiner le pays et le futur des prochaines générations, même si l'argent de la sécurité sociale provient de leurs cotisations.

GC : Les étapes ont été nombreuses. La première, à l'université par exemple, a été la nouvelle façon d'organiser le financement qui a transformé totalement leur fonctionnement. Elles ont commencé à se transformer lentement en machines nourries par les droits d'inscriptions, telle une entreprise, alors même qu'elles se présentent comme des institutions publiques sans but lucratif. De cette façon, elles commencent à créer un environnement qui a sa propre logique. Dès lors que vous commencez à créer une situation où l'université ne peut se financer que sur la base des frais de scolarité, alors les frais augment constamment. Il y a quelque chose de mathématique là-dedans. Il n'y a pas d'échappatoire. On commence donc à avoir un type de système universitaire qui nous amène à la situation actuelle, elle-même intensifiée par la crise économique et financière. Et pour survivre à la crise, les universités doivent augmenter les frais d'inscriptions, ce qui crée des millions de micro-crisis chez les étudiants et leurs familles.

JJ : George, tu a aussi mentionné ailleurs que, dans les années 1960, l'État investissait dans les universités, et qu'en retour, les étudiants se sont révoltés. En conséquence, dans les années 1970, l'État s'est retiré des campus. Ils ont compris que le capital réussissait mieux à discipliner que l'État. L'argent est la meilleure façon de discipliner les gens. Tu pourrais dire que c'était la conclusion des années 1960.

GC: Et cela a très bien fonctionné. La transformation des universités est bien claire pour tout le monde désormais. Notre critique de la vie menée par les étudiants est largement partagée. La question, maintenant, n'est plus celle de la critique mais plutôt de savoir ce qu'on en fait ; car la situation s'est radicalement retournée contre le pouvoir d'autodétermination des étudiants.

RG : Il y a dimension très intéressante dans ces deux luttes — celle pour le salaire au travail ménager et celle pour le salaire étudiant. Revendiquer un salaire pour une forme particulière de travail qui n'est pas considérée comme du travail, est une perspective d'une lutte qui pourrait remodeler totalement le champ de bataille. Parce que contrairement à ce que tu dis, George, ce n'est pas une vérité admise par tout le monde — je suis sûr que la plupart d'entre nous

ne savaient rien de cette lutte pour le salaire étudiant, et je me demande quel élément de ce type de campagne aurait aujourd'hui un potentiel de mobilisation. Les luttes actuelles tendent à réagir contre, par exemple, la hausse des frais de scolarité. Quel est l'horizon des luttes actuelles ? Quel type de lutte pourrait changer le terrain de l'affrontement ou notre façon de voir la situation ? Notre perception de la situation semble en effet une partie du problème.

Alan Smart : Il transparaît dans la brochure que, dès la crise des années 1970, les « bons emplois » ne sont plus disponibles. On peut y voir les conséquences profondes de la situation post-industrielle de l'Occident. Maintenant, nous en voyons le résultat. Désormais, du moins de façon rhétorique, ce n'est pas seulement l'aide sociale qui est perçue comme une aumône parasitaire, mais le salaire en tant que tel. Le salarié qui s'attend à être payé à l'heure est un rabat-joie. Vous avez mentionné cette rhétorique « néo-entrepreneuriale », où chacun n'est pas seulement une petite entreprise mais aussi une « start-up », un « artiste », un « travailleur créatif ». Ce type de travail est entièrement reproductif ; le management est reproductif, la finance est reproductrice. Dorénavant, ce qui est nié, supprimé, expatrié ou délocalisé en Chine,

c'est la véritable production. Si le travail reproductif du bout de la chaîne est le travail domestique, celui qui vous rend apte à travailler, à l'autre bout on trouve la finance, le management et le marketing, qui permettent à l'entreprise de réussir. Il semble que le fossé entre les deux s'est réduit, que nous sommes tous désormais des entrepreneurs indépendants — nous travaillons sur nos ordinateurs portables, en sous-vêtement, dans la chambre que nous louons et que nous nettoyons tout en travaillant. Produire, ou toucher un salaire pour son travail, voilà des choses vulgaires qu'il ne faut pas mentionner. Dans le boom des années 1990, si vous étiez suffisamment exubérant et jeune, vous alliez recevoir des fonds de Wall Street, vous alliez percer et réussir, cela tomberait du Ciel. Ce n'était pas la dette mais plutôt une action, un risque. Maintenant, l'exploitation.

SF : Maintenant l'exploitation est cachée.

AS : J'ai comme une nostalgie pour la négativité en puissance des salaires, là où le salarié ne risque rien. Même si ceux pour qui vous travaillez tirent beaucoup plus d'argent de votre travail que vous, vous savez que s'ils ratent leur pari, ou s'ils se plantent, ils devront quand même vous payer. Alors que maintenant tout

est entrepreneurial, et on est censés faire des projets sur son temps libre. SF : Et on fait face au patron seul.

JJ : J'ai lu récemment un article sur une compagnie où 60 % des travailleurs sont stagiaires, ils n'ont pas de salaire. Et je me suis dit, si ça se trouve, dans dix ans, les stagiaires devront payer pour aller travailler (*rires*). C'est la même logique qu'à l'université. On nous dit que c'est un privilège que d'aller travailler. Il y aura donc bientôt des droits d'inscription, et vous aurez un job passionnant si vous avez de quoi payer.

SF : Ce sont les universités qui fournissent en flux tendu des stagiaires aux entreprises. De plus en plus de formations exigent de faire un stage. De cette manière, l'université peut extorquer du travail pas seulement de l'étudiant directement, mais aussi indirectement via le système de stage. On sait que des entreprises licencient leurs employés car les universités leur fournissent des stagiaires.

RG : Ça serait bien si des étudiants d'université — et je sais qu'il y en a ici puisque j'en connais certains — pouvaient essayer de relier certaines questions soulevées par le texte aux réalités et aux luttes actuelles.

Participant anonyme 2 : Quelques-uns d'entre nous sont à la Cooper Union. Je viens de finir mes études, et ce qui est arrivé en 1976 à la CUNY est en train de nous arriver actuellement. Donc la question de comment changer le terrain ou de comment y résister, de quel type de force nous disposons pour s'opposer aux frais de scolarité . . . Toute la communauté des anciens étudiants est opposée à la structure des frais de scolarité, mais ceux qui siègent au conseil d'administration sont tous des hommes d'affaires qui ne veulent rien avoir à faire avec nous, ils suivent un modèle capitaliste qu'ils qualifient de « réaliste ». C'est vraiment une question urgente pour nous. Donc si vous avez une réponse à cette question . . . (*Rires*).

Leo Caione : Je voudrais saisir l'occasion offerte par Rene. J'étais étudiant à Venise, je suis italien et ce que je voudrais dire au sujet de la brochure c'est qu'il y a beaucoup de changement avec le temps. Je peux donner une sorte de témoignage. Je ne veux pas parler de moi mais seulement utiliser mon expérience comme exemple, je suis anachronique car je viens d'une autre génération. Quand j'étais à l'école, je devais travailler pour pouvoir y aller. J'étais très jeune — onze ans. Maintenant les étudiants sont des enfants gâtés. Je vois que les étudiants ne donnent pas la

même valeur que moi à la possibilité d'étudier. La brochure a bientôt quarante ans et le point de vue a beaucoup changé. À l'époque beaucoup de choses que dit le texte étaient peut-être vraies, mais maintenant les étudiants sont trop gâtés. Ils ne veulent rien faire !

Participant anonyme 3 : Il y a des enfants gâtés dans toutes les générations, je ne pense pas que tu puisses faire une telle généralisation.

LC : Je veux dire, il y a des professionnels aujourd'hui qui, pour pouvoir étudier, on fait des sacrifices dont nous n'avons pas idée.

Participant anonyme 4 : Il y a aussi eu un tournant, pour esquiver ce point de vue moral, c'est que l'espace de l'éducation est devenu transactionnel. Les étudiants considèrent que quelque chose leur est dû, car ils payent.

SF : Je suis désolé mais je travaille dans le système éducatif de ce pays depuis quarante ans et ce que tu décris n'a rien à voir avec mon expérience. Les étudiants auxquels j'ai enseignés travaillaient beaucoup et faisaient des sacrifices. Ils n'étaient pas gâtés. Si quelqu'un a trois jobs, en plus d'aller à l'école, pour pouvoir payer ses frais de scolarité et les autres coûts, il fait des sacrifices.

Participant anonyme 5 : Il y a quelque chose d'assez fascinant dans la façon dont on en est arrivé là, c'est-à-dire que leur éducation soit gratuite ou qu'ils payent 50 000 \$ dans la Nouvelle École, les étudiants sont toujours caractérisés d'une manière ou d'une autre comme des enfants gâtés. C'est fascinant que cela s'applique dans tous les cas, que vous bénéficiiez d'une éducation gratuite ou que vous ayez trois boulots et des milliers de dollars de dettes. Nous considérions autrefois qu'il y avait une sorte de droit à l'éducation que la société devait aux jeunes générations. C'est possible qu'il y ait des enfants gâtés, mais ce genre de discours ne fait qu'empêcher une analyse commune de l'exploitation au-delà des groupes sociaux, *étudiants ou ouvriers*.

Je n'avais jamais entendu parler de cette proposition de salaire étudiant. Je viens de Grande-Bretagne où il y a encore, ici et là, des occupations de fac en cours. Deux ans après les grandes vagues de manifs étudiantes, la lutte se poursuit. C'est exactement ce qu'il faut faire à un moment où les gens utilisent de plus en plus cette phraséologie populiste sur les privilégiés qui se retrouvent disciplinés et endettés. Surtout quand on vous dit : « Si tu veux aller dans cette voie-là, désormais il faudra que tu payes 9000 £

de frais de scolarité par an. » C'est la décadence. Même les journalistes de droite disent que le diplôme n'est plus un investissement viable. C'est une réponse fantastique, au moment même où ils commencent à multiplier par trois les frais d'inscription, de dire : « Nous allons plutôt demander des salaires pour ce travail. » Je pense que c'est une proposition politique saisissante. Je suis vraiment content d'avoir pu l'entendre lue à haute voix. Ça a dû être une expérience magnifique que de l'entendre ainsi (*rires*).

GC : Je vous assure que quand nous écrivions ce texte au coin d'une table dans notre cuisine, nous ne pensions pas qu'il pourrait être un sujet d'intérêt des décennies après. De toute façon, il y a des parties de cette histoire qui se sont déroulées entre 1975 et 2013 sur lesquelles il faut réfléchir. Je suis pas sûr que cela ait été dit jusqu'ici. Mais cela vaut le coup.

Participant anonyme 6 : J'ai le sentiment qu'il manque quelque chose à la discussion : la question du « que faire ? » Peut-on réexaminer la question de la valeur de l'éducation du point de vue du travailleur plutôt que de celui du capitaliste ? Je pense qu'il est important de comprendre la différence entre le processus de travail et celui d'éducation, et d'essayer de faire

une distinction entre ces deux moments. Et ce, en relation avec cette idée d'étudiants gâtés ou de la manière dont la nature de l'éducation elle-même a changé ces quarante dernières années, et comment la marchandise éducative est consommée différemment entre hier et aujourd'hui. La production de cette marchandise dicte la façon dont elle est consommée par l'étudiant. Il me semble que revendiquer un salaire n'est pas nécessairement une bonne chose. On est toujours exploité quand on reçoit un salaire.

RG : Une partie de ces questions ont été abordées dans le texte que Silvia a écrit en 1974 « Des salaires contre le travail ménager. » Elle parle clairement du fait que le salaire n'est pas l'enjeu de la lutte. Parler de salaire c'est ouvrir un champ nouveau et comprendre ces relations complètement différemment. Donc il y a la question de l'éducation vis-à-vis du travail. D'une certaine manière, à cause de la forme intermittente du travail, qui participe de la façon dont le capitalisme fonctionne, vous devez constamment remettre en ordre ce que vous savez et comment vous le savez entre les moments où vous êtes payés, ce qui fait qu'apprendre est enchâssé dans le processus marchand et s'y adapte constamment. Peut-être que quelqu'un ici est déjà en train de préparer ses cours et est

venu prendre des idées. On ne sait jamais ce qui va vous assurer un job, un concert ou je ne sais quoi encore. Il est beaucoup plus difficile de distinguer le travail de l'enseignement, alors que dans cette partie sur-développée du monde le travail nécessite de plus en plus de savoirs, qui eux-mêmes changent et s'adaptent à des circonstances en constante évolution.

JJ : Je pense que ce que George indiquait - le savoir est une discipline et ce discours sur les étudiants gâtés - provient du fait que les étudiants ont beaucoup de pouvoir au sein des universités car ils sont désormais des consommateurs. Les cours n'ont pas lieu s'il n'y a pas au moins dix étudiants qui s'y inscrivent. La hiérarchie du pouvoir au sein des universités a changé, du point de vue néolibéral elle est centrée autour de l'étudiant ; mais on pourrait dire aussi que cela fonctionne comme un dispositif disciplinaire, où les étudiants sont produits comme des consommateurs, et ils agissent en consommateurs puisqu'ils paient pour leurs études. Étudier dans ce contexte est une forme de discipline néolibérale. Ce changement dans la vision de l'étudiant, dans le sens « Je paye tant, je peux donc demander tant » structure l'université aujourd'hui.

Alexander Dwinell : Par rapport à cette idée « d'auto-investissement », il semble que la seule raison pour laquelle on étudie est de se préparer à travailler. Mais vous n'avez pas l'impression que beaucoup des qualifications que vous avez acquises à l'université ont un rapport direct avec ce que vous faites une fois au travail ? Et pourtant vous ne pouvez pas avoir ce job sans faire ce sacrifice physique ou vous endetter. De plus en plus, ça semble la seule raison pour laquelle les gens parlent de la valeur de l'éducation. Cela met des oeillères sur notre aptitude à discuter de la véritable valeur de l'éducation. Même avec la Cooper Union, on nous dit : « Il faut qu'on change les frais de scolarité car les marchés financiers ont changé et nous ne pouvons plus tout prendre à notre charge. » Sans jamais revenir sur aucune des raisons pour lesquelles il y a eu une éducation gratuite.

Participant anonyme 7 : C'est drôle comme le terme « gâté » revient dans la conversation. Au Québec, c'était la principale attaque des médias contre le mouvement étudiant, qu'ils étaient des enfants gâtés. C'est intéressant, car qu'est ce que c'est un enfant gâté ? Un enfant gâté est un enfant indiscipliné, qui ne fait pas ce qu'on lui demande, non ? C'est de là que vient l'expression et la voilà importée pour

parler d'étudiants en troisième cycle. J'ai enseigné à beaucoup d'étudiants qui restent assis au fond et se plaignent : « Le voilà qui reparle de Marx. » C'est très tentant de les considérer comme gâtés, mais j'ai commencé à y réfléchir et à parler avec eux et ils achètent une éducation. Ils achètent une bonne référence. La plupart des étudiants avec lesquels j'ai parlé ont le sentiment que les éléments critiques du programme scolaire allaient les empêcher d'être performants plutôt de les aider. Et si cette « paresse », cette « indiscipline » était une forme de résistance rudimentaire qu'il faut organiser ? Et s'il s'agissait de dire : « Franchement, la société dans laquelle je vais obtenir ce diplôme n'en a rien à foutre de moi, donc pourquoi devrais-je m'en préoccuper ? Qu'est-ce que je dois à ces gens ? Pourquoi devrais-je travailler dur ? » C'est très tentant de penser que nous devrions militer avec les étudiants enthousiastes et naïfs qui s'investissent vraiment dans les études. Mais je pense qu'on devrait travailler avec la vaste majorité des étudiants dans le système actuellement — qui ne sont pas gâtés mais incroyablement exploités et disciplinés. Le problème n'est pas que les étudiants ne sont pas assez disciplinés, c'est qu'il ne sont pas assez en colère.

RG : Je pense qu'on perd de vue un aspect du problème, c'est-à-dire, comme le dit Leo, la dimension de classe. Il est facile d'écarter cette question des « étudiants gâtés », mais même dans ma propre expérience, venant d'un milieu immigré pauvre, la première fois que j'ai été à l'université, je me suis dit : « Je suis entouré d'enfants gâtés. » J'ai ressenti un poids énorme dans le genre : « Les gens ont vécu une vie de merde pour que je sois dans cette école pour supposément en vivre une meilleure. » Cette situation forme vraiment la façon dont vous percevez les gens autour de vous, et je comprends comment, étant moi-même dans cette position, vous voyez les autres comme opposés à vous ou n'ayant aucun sens du réel. On peut parler de ces étudiants qui travaillent dur ou au contraire de cette posture privilégiée qui a quelque chose d'une résistance. Ces deux aspects existent, mais néanmoins il y a une séparation entre les classes, dans le sens où ceux qui viennent de milieux aisés et ceux qui viennent de milieux ouvriers et immigrés ne perçoivent pas l'université de la même manière — cela ne vient pas de nulle part. Donc il est facile pour ceux qui voient des gosses de riches occuper le hall de la fac de les considérer comme quantités négligeables et de dire : « Ils peuvent faire ça parce que leurs parents sont riches et moi à la fin de la journée,

il faut que j'aille travailler et j'ai plein de merdes à gérer, des factures, des dettes . . . » C'est aussi contre cela que nous luttons. On ne peut pas écarter de façon rhétorique cette division, mais on doit trouver un moyen de la prendre à bras le corps. Et ça peut être compliqué quand tu as eu l'expérience de la grande pauvreté ailleurs et que tu arrives là et te dis : « C'est un endroit super, il y a beaucoup plus d'opportunités pour moi que de là où je viens. » Je ne suis pas d'accord quand on dit que tous les étudiants sont gâtés mais nous devons reconnaître que la classe est un problème majeur.

LC : Je ne veux pas qu'on se méprenne sur ce que j'ai dit à propos des étudiants gâtés. Je sais juste qu'il y a des gens comme moi qui ont dû faire trois boulots en même temps pour aller à l'université.

AA : Mais la discussion porte sur l'ensemble de la situation. Tu dis : « Je ne veux pas me mettre au centre. » C'est important de ne pas rester rivé à son expérience. De penser avec les autres. « Qui sont les autres avec qui je peux réfléchir ? Comment puis-je changer la situation ? »

GC : Dans les quarante années qui séparent la publication de cette brochure et aujourd'hui, j'ai pu voir de mes yeux et sentir dans mes tripes la

défaite de la politique prônée par ce texte et les conséquences de cette défaite. Cela m'a pris du temps pour comprendre les conséquences profondes pour mes étudiants. À partir de la fin des années 1990, et au début de ce siècle, mes étudiants, qui sont dans une université populaire du Maine, non seulement devaient payer pour des frais de scolarité qui ont commencé à augmenter bien plus vite que l'inflation, mais ont aussi commencé à être confrontés à un endettement qui était nouveau pour eux et leurs familles. Je n'ai pas eu conscience de cette transformation pendant de nombreuses années. Je ne voyais pas ce qui arrivait à mes propres étudiants. J'étais le bon prof radical, qui passait des nuits à noter des étudiants selon leur compréhension de la notion d'aliénation du travail chez Marx, sans reconnaître le fait que ces étudiants devaient payer des dettes énormes pour pouvoir assister à mon cours et étudier l'aliénation. Ces dernières années, j'ai commencé à faire pénitence, je me suis consacré à essayer de changer cela. J'ai fait ce que j'ai pu, avec quelques camarades présents ici, dans la campagne Occupy Student Debt et dans d'autres initiatives comme la grève de la dette pour mettre en évidence cette question. Je parle d'une situation qui s'est généralisée pour la majeure partie des étudiants qui, pour aller à la fac, doivent toujours plus s'endetter. Cela

a des conséquences, pour ce que je peux voir, extrêmement démobilisantes. Si la lutte actuelle contre la dette étudiante et l'éducation gratuite échoue, toute une génération ne sera pas en mesure d'organiser une lutte autonome contre le capital. La première étape pour changer cette situation est de changer la relation entre ceux qui ont des dettes étudiantes et ceux qui les tiennent dans leurs griffes. Dans cette discussion, il est vital qu'avant de commencer à revendiquer un salaire pour les étudiants, il faut se débarrasser de la dette à laquelle on les astreint actuellement.

JJ : Un des axes de la brochure s'oppose à l'éducation. Je reste perplexe devant le fait que tant d'étudiants — nous tous d'une certaine manière — vont consciemment à l'université, l'usine disciplinaire, sachant très bien ce qui va arriver.

GC : Notre but était de transformer l'aliénation en pouvoir. En d'autres termes, au lieu de considérer l'aliénation comme un vecteur de défaite, nous essayions, en transformant les études en une relation salariale, d'un côté de reconnaître le travail scolaire comme une exploitation et de l'autre faire reconnaître cette aliénation. En un sens, oui, *Des salaires pour les étudiants* est contre l'éducation. Mais il y a une autre ironie là-dedans, puisque c'est dans ce processus

d'aliénation que tu apprends ce qu'est la lutte et que tu peux commencer à lutter.

JJ : La lutte *est* une école. L'éducation est une lutte, pas une soumission.

GC : Exactement . . . Des choses similaires sont à l'oeuvre dans le travail reproductif domestique.

JJ : Chers amis de la Cooper Union, je me demandais : est ce que vous discutez du fait de quitter la fac ou de dire merde à l'école ? Ou d'organiser les étudiants et faire votre propre école ?

Participant anonyme 8 : C'est plutôt vers ça que je pencherais, mais nous n'avons pas pour l'instant envisagé des futurs possibles.

Victoria Sobel : Je viens d'un milieu similaire et je suis des cours dans une université gratuite. Je viens pour moitié d'une migration de première génération et pour l'autre de deuxième génération. Je pense que faire une analyse de classe de ce qui se passe est crucial. Il y a deux choses en jeu. Il y a la stratification entre ceux qui peuvent se permettre d'aller étudier et ceux qui doivent s'endetter. Pour parler des luttes étudiantes, je suis d'accord que l'accès à l'université est une question de classe. C'est

intéressant ce que vous disiez sur les étudiants privilégiés occupant les halls. Dans mon cas et dans le cas de beaucoup de mes pairs, c'était plutôt l'opposé. J'étais peut-être une des étudiantes les plus pauvres et les plus marginalisées. Je ne suis pas dans un endroit où je peux permettre que ça continue. On voit les deux côtés, les étudiants les plus endettés et ceux qui ont de l'espace, qui ont toujours eu de l'espace, se lever. Il s'agit d'unifier ceux qui réclament de l'espace, ce que nous essayons, je crois, de faire dans notre école, ou bien créer quelque chose de nouveau.

Graeme Thompson : Si l'éducation dans le cadre de l'institution devient une marchandise dont les rendements sont décroissants si on les rapporte à la dette, cela soulève la question : l'éducation ne devrait-elle pas sortir de l'institution ? Du moins pour ce qui est de l'éducation que nous considérons comme valable. Il semble qu'on s'enfonce de manière suicidaire dans l'endettement. Surtout quand on se questionne de plus en plus sur l'intérêt d'avoir un diplôme. Ça ne mène à rien et il n'y a plus d'horizon d'émancipation. Alors pourquoi les gens associent-ils toujours l'éducation à l'université si la valeur qu'on peut en retirer s'évanouit ?

SF : Dans beaucoup de cas, c'est par désespoir, car on ne peut pas trouver de travail sans un certain diplôme. Même si vous n'avez que peu de chances de trouver un travail avec, vous savez que c'est ce que vous devez faire. Il n'y a pas beaucoup de choix. C'est pour cela que les gens continuent à vouloir ce diplôme et paient pour, espérant que ça va leur amener un peu de sécurité.

AD : Je pense qu'il y a aussi le facteur des universités privées dans cette lutte. Je ne pense pas qu'on en ait assez parlé dans cette discussion. C'est là qu'une part significative de la dette étudiante a été contractée pour des diplômes ayant souvent encore moins de valeur. C'est comme les saisies immobilières, du genre : « D'accord. On étend votre crédit pour une courte période pour que vous soyez complètement englouti dans ce système et ensuite nous allons tout vous voler, et il faudra quand même nous rembourser. » Ça piège totalement les gens et élimine la possibilité de réfléchir plus loin que la survie quotidienne.

Themis Pellas : Je ne sais pas si certains d'entre vous étaient dans le syndicat étudiant qui a tenu quelques réunions au dernier semestre, mais nous avons discuté pour savoir comment aller

au-delà d'un syndicat étudiant et créer un syndicat de travailleurs à l'échelle de la ville. Ce qui veut dire qu'il faut comprendre qu'étudiants et travailleurs passent d'un côté comme de l'autre, qu'il ne faut pas oublier que l'université les prépare pour les professions qui sont à l'extérieur. Donc il faut travailler des deux côtés, et aussi entre les deux. Comment intervenir dans cette situation complexe ? En intervenant sur toutes ces positions, je dirais. Ce qui veut dire créer la profession que tu souhaites exercer tandis que tu es à l'université. Il y a une chose intéressante dans Occupy, car des gens de diverses universités essaient de penser en terme d'intérêt mutuel : « Comment puis-je leur être utile ? » Si je veux aller au-delà de ces institutions, il faut que je change. Nous avons besoin de ces luttes élargies.

SF : C'est utile de faire parallèle entre l'éducation et la santé, car on peut faire le même raisonnement. On peut dire : « Il y a beaucoup de gens riches qui n'en n'ont pas besoin, donc nous n'avons pas besoin d'un système de santé universel. » De fait, les gens utilisent ce argument tout le temps. Mais on peut dire aussi : « Nous devrions créer un système de santé hors du marché. » Les gens essaient de créer des alternatives car ils savent que les soins que nous

recevons sont de mauvaise qualité. Néanmoins nous ne pouvons pas abandonner le système médical tel qu'il est parce que nous n'avons pas pour l'instant les moyens de le remplacer. Je vois les luttes de l'éducation et de la santé comme faisant partie d'un même processus. Il y a différentes manières pour commencer à les changer. Si nous les voyons comme définitivement figées, nous sommes perdus. Les étudiants ne sont pas seuls, nous devons voir leurs luttes dans un contexte plus large. Sinon, nous ne pouvons pas dépasser les tactiques particulières et c'est une défaite.

JJ : Juste une chose au sujet de l'éducation autogérée. Nous avons l'université libre de Copenhague et l'État a fait une loi pour la rendre illégale, nous interdisant d'utiliser le terme université. Le capital a peur que les étudiants commencent à développer leurs propres idées en vue d'organiser leurs propres universités. Et même si nous n'existons plus désormais — on a fermé en 2007 — nous avons cette lettre nous disant que si nous envisageons de rouvrir cette université, elle serait illégale. Toutes ces petites choses s'ajoutent.